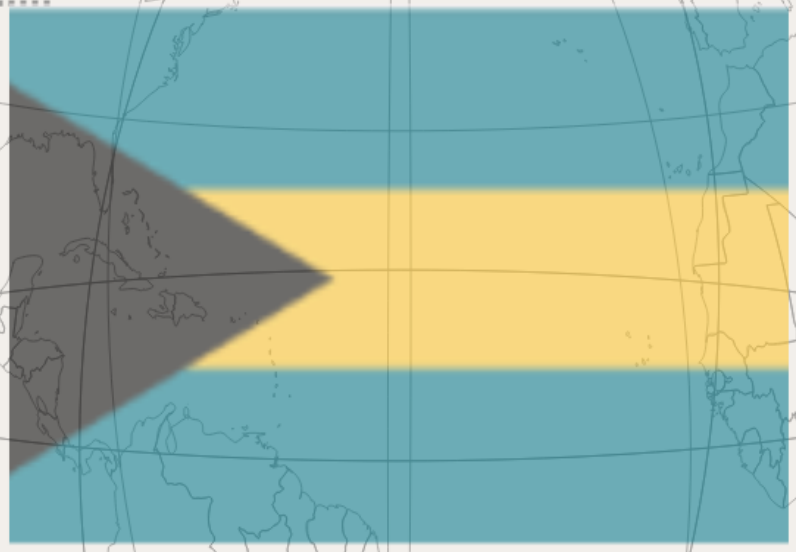
Indépendance : 10 juillet 1973

Population : 401 283 habitants (2024)



Archipel d'environ 700 îles

FICHE PAYS N°19 : BAHAMAS

PIB : 15,8 milliards USD (2024)

13 880 km2

Auteur : Valentine SAGE

Date de publication : 10 novembre 2026

1. DONNÉES CLÉS



[1]Nom officiel : Commonwealth des Bahamas.
Capitale : Nassau.
Population : 401 283 habitants (Banque Mondiale, 2024)
Superficie : 13 880 km².
Organisation territoriale : Le territoire est réparti entre 700 îles dont une quinzaine seulement habitées.
Langue officielle : Anglais.
Monnaie : Dollar des Bahamas (BSD), arrimé au dollar américain à parité fixe.
Nature du régime : Monarchie constitutionnelle parlementaire de type britannique.
Chef de l'État : Le roi Charles III, représenté localement par un gouverneur général Dame Cynthia A. Pratt (depuis le 1er septembre 2022).
Chef du gouvernement : M. Philip E. Davis, Premier ministre (élu le 17 septembre 2021).
Parlement : Bicaméral : la Chambre d'Assemblée regroupe 41 membres élus et le Sénat 16 membres nommés.
PIB : 15,8 milliards de dollars (USD) (Banque Mondiale, 2024).
Inflation : 1.1% (Banque Mondiale 2024).
Emploi : Taux de chômage 8,5% (Banque Mondiale 2025).
Secteurs structurants de l'économie : Services (86% du PIB), Industrie (13%) et Agriculture (1%) (Banque Mondiale 2016).
Enjeux principaux : La dépendance économique sur le tourisme, les importations de biens et les capitaux étrangers ; la vulnérabilité face au changement climatique et aux catastrophes naturelles ; un système politique stable mais qui doit renforcer sa transparence.

[1] Carte, Cartograf - carte_les_bahamas.jpg (1000×1050)

2. SYNTHÈSE EXÉCUTIVE

Les Bahamas sont un État insulaire des Caraïbes, bénéficiant d'une position géographique stratégique à proximité immédiate des États-Unis, de Cuba et des principales routes maritimes de l'Atlantique. Leur stabilité institutionnelle, leur niveau de richesse relativement élevé et leur attractivité touristique et financière en font un acteur régional important, mais dont les marges de manœuvre se trouvent limitées par leur dépendance au tourisme et leur exposition aux risques climatiques.

L'économie des Bahamas est largement tributaire du tourisme, qui représentent 40% du PIB et 50% de l'emploi[2]. Ce secteur s'est largement développé dès son indépendance en 1973, grâce à ses plages paradisiaques, sa vie marine diversifiée et sa proximité directe avec les États-Unis. Cette spécialisation soutient la croissance, mais expose l'archipel aux fluctuations de la demande touristique et aux chocs extérieurs. Le pays bénéficie également de nombreux capitaux étrangers, attirés par un régime fiscal libéral (pas d'impôts sur le revenu, pas de droit de succession, etc.), qui ont favorisé l'installation de sociétés financières et bancaires.

Sur le plan politique, la réélection de Philip Davis à la tête du Progressive Liberal Party en mai 2026 renforce la continuité gouvernementale qui subissait jusqu'alors une alternance quasi parfaite avec le parti de l'opposition, le Free National Movement. Toutefois, les questions relatives à la transparence de la vie publique, à l'indépendance des institutions et à la lutte contre la corruption demeurent des enjeux de consolidation institutionnelle.

Enfin, la politique étrangère bahamienne repose sur un équilibre entre coopération étroite avec Washington et volonté de diversifier ses partenariats. Sa forte présence dans les institutions régionales lui permet de conserver un rôle essentiel dans l'équilibre de la zone, et notamment dans la lutte contre les trafics internationaux et la gestion des flux migratoires. La préservation de la souveraineté nationale, la sécurisation de l'espace maritime et l'adaptation au changement climatique représentent aujourd'hui les principaux défis stratégiques de l'archipel.

3. REPÈRES HISTORIQUES

C'est l'explorateur Christophe Colomb qui découvrit l'archipel des Bahamas en 1492, découvrant dans le même temps les Arawaks, peuple amérindiens des Antilles. Ces derniers vont être déportés par les Espagnols entre 1492 et 1508 dans les mines d'Hispaniola (aujourd'hui Saint-Domingue). Les îles vont ainsi restées très peu peuplées jusqu'à l'arrivée des colons[3].

Le pays sera disputé entre les colons espagnols, britanniques et les pirates. C'est après l'accession au trône de Charles Ier que ce dernier va investir un gouverneur royal pour les Bahamas, permettant de faire la guerre aux pirates et d'instaurer des activités commerciales. En 1782, l'archipel est attaqué par une union entre les Américains et les Espagnols, qui vont s'emparer de Nassau pour seulement quelques mois avant qu'il ne soit récupéré par les Britanniques.

L'installation des colons britanniques ne se fait qu'en 1649, et le Parlement de Londres y établit son contrôle direct en 1729, contrôle confirmé par le traité de Versailles de 1783.
Les îles se développent sur la culture de plantations par les esclaves, mais la prospérité est régulièrement mise à mal par les coups de main des pirates français et espagnols durant le XVIIe et le XVIIIe siècles.

[2] Bahamas : fiche pays et analyse économique, Coface. Bahamas : fiche pays, Analyse économique des risques | Coface
[3] Histoire - Bahamas, Universalis. BAHAMAS : Histoire | Géographie - Encyclopédie Universalis

L'économie reposant essentiellement sur l'exploitation des esclaves, l'abolition de l'esclavage en 1838 représente une réelle menace. L'accueil des navires forceurs du blocus durant la guerre de Sécession américaine permet une nouvelle prospérité.

En 1950, le parti progressiste libéral est créé et permet de représenter la majorité de la population d'origine africaine. En 1964, l'autonomie interne est accordée à l'archipel, et grâce à une nouvelle Constitution de 1969, la compétence du gouvernement local s'étend aux affaires étrangères, à la défense et à la sécurité interne.

Le gouvernement du parti progressiste libéral élu en septembre 1972 demande immédiatement l'indépendance totale, qui sera décidée le 10 juillet 1973 durant la conférence réunissant les représentants du gouvernement britannique et les deux principaux dirigeants politiques de l'archipel (MM. Pindling pour le PLP et Kendal Isaacs pour le FNM), en précisant toutefois que les Bahamas resteront membres du Commonwealth[4].

Le pays se développe aujourd'hui sur une économie de service fondée sur le tourisme et les services financiers offshore. Il est régulièrement le théâtre de catastrophes naturelles et notamment les ouragans, le rendant fragile et vulnérable. L'archipel est toujours aujourd'hui un royaume du Commonwealth, c'est-à-dire une monarchie constitutionnelle reconnaissant le monarque britannique comme son propre chef d'État officiel.

4.SITUATION ÉCONOMIQUE

Les Bahamas sont le troisième pays d'Amérique le plus riche, derrière les États-Unis et le Canada, avec un PIB par habitant de 39 455 dollars[5]. L'économie repose essentiellement sur le tourisme, le secteur financier et les investissements privés étrangers.

L'économie des Bahamas dépend en grande partie du tourisme, principalement en provenance des États-Unis, et donc plus largement du secteur des services. Le tourisme représente en effet environ 85% des exportations, 40% du PIB et 50% de l'emploi[6]. Le secteur touristique soutient en effet l'emploi, les recettes en devises, les recettes fiscales, le commerce et la construction. Selon le gouvernement, environ 12.5 millions de visiteurs ont été enregistrés en 2025[7]. Cependant, l'importation des biens d'équipements et de consommation nécessaires au secteur du tourisme creuse ainsi le déficit commercial. De plus, la dépendance aux visiteurs étrangers, aux importations et aux investissements internationaux expose le pays aux chocs extérieurs[8].

Après la forte contraction en 2020 du fait de la crise du Covid-19, le FMI observe une progression de 3.4% en 2024 et estime une croissance de 2.2% pour 2026. Cependant, la croissance devrait connaître un nouveau ralentissement vers 1.5% à moyen terme, en raison des capacités limitées du secteur touristique et du ralentissement attendu de la croissance des croisières[9].

Un autre pilier de l'économie est soutenu par le secteur financier, qui représente entre 15% et 20% du PIB des Bahamas[10], et notamment les banques privées, la gestion de patrimoine et

[4] Les Bahamas accèdent à l'indépendance, Le Monde (11 juillet 1973).Les Bahamas accèdent à l'indépendance
[5] Données nationales des Bahamas, La Banque Mondiale. Bahamas | Data
[6] Bahamas : fiche pays et analyse économique, Coface. Bahamas : fiche pays, Analyse économique des risques | Coface
[7] A budget that build on progress, Ministry of Finance. Budget
[8] Bahamas, France Diplomatie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (11 mai 2026). Bahamas - Présentation des Bahamas | France Diplomatie
[9] IMF Executive Board Concludes 2025 Article IV Consultation with The Bahamas, International Monetary Fund (5 février 2026). IMF Executive Board Concludes 2025 Article IV Consultation with The Bahamas
[10] Bahamas : fiche pays et analyse économique, Coface. Bahamas : fiche pays, Analyse économique des risques | Coface

les services fiduciaires. Le pays est en effet extrêmement attractif en tant que centre financier international car il n'existe pas d'impôts sur le revenu des particuliers ou des sociétés.

Cela exige donc une conformité renforcée aux normes de transparence fiscale et de lutte contre le blanchiment. L'obligation d'une représentation physique aux Bahamas introduite par la Banque centrale en 2001 au travers du *Banks and Trust Companies Regulations Act* a permis de réduire le nombre de banques offshore. Les Bahamas ne figurent ainsi plus sur la liste de l'Union Européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. Le pays est également placé sous surveillance renforcée du GAFI avec qui ils coopèrent étroitement[11]. Cependant, la réputation du pays est aujourd'hui entachée et doit se reconstruire.

L'économie bahaméenne est également portée par les investissements privés étrangers concentrés dans la construction. En effet, on retrouve des investissements extérieurs dans les projets d'infrastructures touristiques et dans l'énergie, où un ambitieux programme de modernisation vise à réduire les coûts élevés. Parmi les projets phares figure la rénovation du réseau électrique de *New Providence* (estimé à 130 millions de dollars) qui doit s'achever à l'horizon 2027/2028[12].

Malgré une économie relativement riche, l'inflation importée via les prix des carburants, du transport et des denrées alimentaires pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, mais devrait être en partie compensée par les retombées touristiques. L'adoption du *Sand Dollar*, la monnaie numérique introduite par la Banque centrale des Bahamas en 2020 devrait également soutenir la consommation privée[13].

Les Bahamas restent également fortement dépendants aux importations de biens, du fait de leur spécialisation dans les services et à une faible base productive. Selon les données de l'ONU-Comtrade, les importations de marchandises ont atteint 4.94 milliards de dollars en 2024, contre environ 670 millions de dollars d'exportations, engendrant ainsi un déficit commercial de biens d'environ 4.27 milliards de dollars[14]. Les importations concernent notamment les produits pétroliers et autres combustibles, les véhicules, les machines et les produits alimentaires dont dépendent non seulement les ménages mais aussi le tourisme.

Le premier fournisseur du pays sont les États-Unis, qui représentaient 85.6% des importations de marchandises des Bahamas en 2024. L'Union Européenne (2.8%) est le second fournisseur, et la Chine (2.5%) le troisième[15].

L'économie bahamienne souffre également des nombreuses catastrophes naturelles, notamment les ouragans dont le passage est régulier (Dorian en 2019, Maria et Irma en 2017, Matthew en 2016, Joaquin en 2015 et Irene en 2011), engendrant des coûts de reconstruction et d'aides sociales importants. Ces catastrophes naturelles sont une des raisons de l'irrégularité de la croissance économique de l'archipel depuis 2010[16].

Les Bahamas bénéficient ainsi d'une reprise économique portée par le tourisme et les investissements étrangers. Cependant, bien que les fluctuations devraient se stabiliser, le potentiel de croissance à moyen terme reste limité par la dépendance au tourisme, le déficit extérieur et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Pour un développement à long terme, l'archipel doit se focaliser sur une diversification économique, une réforme énergétique et sur sa résilience climatique.

[11] Bahamas, France Diplomatie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (11 mai 2026). Bahamas - Présentation des Bahamas | France Diplomatie
[12] Bahamas : fiche pays et analyse économique, Coface. Bahamas : fiche pays, Analyse économique des risques | Coface
[13] Bahamas : fiche pays et analyse économique, Coface. Bahamas : fiche pays, Analyse économique des risques | Coface
[14] Profil général : Bahamas, Data Hub, ONU Commerce et Développement. Profil général | Data Hub
[15] Bahamas, World Trade Organization. WTO Tariff & Trade Data | Bahamas - Member profile
[16] Bahamas, France Diplomatie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (11 mai 2026). Bahamas - Présentation des Bahamas | France Diplomatie

5. POLITIQUE INTÉRIEURE

Le régime des Bahamas est une monarchie constitutionnelle parlementaire de type britannique. En ce sens, le chef de l'État est le roi Charles III, représenté localement par un gouverneur général nommé après délibération du cabinet. Le chef du gouvernement est le Premier ministre, chef du parti qui remporte les élections législatives.

Le Sénat est composé de 16 membres nommés par le gouverneur général, dont 9 sur proposition du Premier ministre, 4 sur celle du chef de l'opposition et 3 d'un commun accord.

La Chambre des Représentants est constituée de 41 membres élus au suffrage universel direct pour 5 ans.

Depuis 2021, le Premier ministre est Philip Davis, à la tête du Progressive Liberal Party (PLP). Il a notamment été réélu à l'issue des élections législatives du 12 mai 2026 et son parti a ainsi remporté 33 des 41 sièges de la Chambre des représentants, contre 8 pour son opposant politique[17]. Cela lui permet d'effectuer un second mandat consécutif, une première depuis près de trente ans. En effet, le système bahamien est bipartisan, et l'on observe une alternance quasi-parfaite entre les deux partis concurrents : le Progressive Liberal Party (PLP, tendance centre-gauche) le Free National Movement (FNM, tendance centre droit).

Les objectifs principaux pour ce nouveau mandat concernent la lutte contre la criminalité, l'amélioration de l'accès aux soins et à l'éducation, la baisse du coût de la vie, l'immigration et le développement économique des îles périphériques[18].

Cependant, des questions concernant l'indépendance des institutions électorales sont à relever. En effet, le département chargé de l'inscription des électeurs et de plusieurs fonctions électorales relève de l'exécutif, ce qui questionne son autonomie. Après les élections du 12 mai 2026, le Commonwealth et l'Organisation des États Américains (OEA) ont recommandé la création d'une autorité indépendante ainsi qu'un législation spécifique sur le financement des campagnes électorales afin de renforcer la transparence, tout en relevant tout de même la nature compétitive et crédible du scrutin[19].

De plus, la corruption dans l'administration et les forces de l'ordre demeure une autre préoccupation principale et est considérée comme un problème sérieux. Des affaires de trafic de stupéfiants impliquant des agents publics ont permis de révéler les fragilités des mécanismes de contrôles, bien que cela n'implique pas l'ensemble du gouvernement[20].

En définitive, malgré la stabilité politique, les Bahamas doivent encore renforcer la transparence de la vie publique, l'indépendance des mécanismes de contrôles et la lutte contre la corruption afin de consolider la confiance des citoyens dans leurs institutions.

6. ENJEUX GÉOPOLITIQUES RÉGIONAUX

Les Bahamas disposent d'une position géographique stratégique, au sein de l'océan Atlantique, à proximité immédiate de la Floride, de Cuba et des routes maritimes reliant l'Amérique du Nord aux Caraïbes. Cette situation leur permet d'avoir un rôle important en

[17] House of Assembly Bahamas, IPU Parline. Bahamas House of Assembly May 2026 Election | Election results | Bahamas | IPU Parline: global data on national parliaments
[18] Our Priorities, Office of the Prime Minister. Priorities - Office of the Prime Minister
[19] The Bahamas General Election: 12 may 2026, The Commonwealth (07 septembre 2026). The Bahamas General Election | Commonwealth
[20] Freedom House. The Bahamas: Freedom in the World 2026 Country Report | Freedom House

matière d'échanges, de surveillance maritime et de gestion des flux migratoires. Cette position les expose toutefois aux routes des trafics de stupéfiants.

L'archipel est membre de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui favorise la coordination politique, économique et sécuritaire régionale. Bien que participant aux initiatives de coopération de la région, les Bahamas ne font toutefois pas parties du marché unique, de l'économie unique, ni de l'union douanière de la CARICOM. Ils sont cependant associés aux autres États caribéens afin de défendre une meilleure prise en compte de leur exposition aux risques climatiques dans les institutions internationales[21].

Un des enjeux régionaux majeurs réside dans la crise haïtienne. Les Bahamas sont confrontés à l'instabilité politique et sécuritaire de l'île, engendrant une augmentation des migrations maritimes et des besoins humanitaires. L'archipel constitue en effet une destination pour les migrants clandestins en provenance d'Haïti souhaitant se rendre aux États-Unis mais restant aux Bahamas faut d'y parvenir. On estime le nombre d'immigrants clandestins à 70 000, qui sont périodiquement rapatriés par les forces de sécurité[22].

Les Bahamas participent aux efforts de la CARICOM en faveur du rétablissement de la stabilité haïtienne et de la région en général[23].

La criminalité transnationale est également un enjeu du fait de la géographie de l'archipel, de son nombre élevé d'îles et de l'étendue de ses eaux territoriales, rendant la surveillance des routes utilisées pour le trafic de drogue, la contrebande et les migrations irrégulières difficile. En ce sens, les Bahamas représentent un partenaire stratégique pour les États-Unis, du fait de la frontière maritime partagée. Leur collaboration porte notamment sur la lutte contre le narcotrafic, le trafic d'armes et les migrations irrégulières, notamment dans le cadre de l'opération régionale OPBAT qui permet aux autorités bahamiennes de bénéficier du soutien de la Garde Côtes américaine[24].

Cette coopération s'accompagne cependant d'un enjeu de maintien de souveraineté pour les Bahamas. En effet, en septembre 2026, leur ambassadeur aux États-Unis a dénoncé des opérations présumées non autorisées d'agents américains de la Drug Enforcement Administration (DEA) sur le territoire bahamien. Cette relation privilégiée reste ainsi asymétrique et expose l'archipel aux décisions américaines concernant le commerce, les migrations et la politique régionale dont il dépend.

Sa proximité géographique avec Cuba lui permet d'entretenir des relations diplomatiques notamment sur les questions migratoires, l'éducation et la gestion des catastrophes. Cependant, les Bahamas se situent dans une position délicate entre Washington et La Havane. Le gouvernement bahamien s'est notamment prononcé en faveur de la levée de l'embargo économique américain, démontrant ainsi sa volonté de préserver des relations régionales équilibrées malgré ses relations privilégiées avec les États-Unis[25].

[21] Déclaration du Premier ministre Philip Davis à la fin de la 51e réunion ordinaire des chefs de gouvernement de la CARICOM, Office of the Prime minister, Commonwealth of the Bahamas (7 juillet 2026). Déclaration du Premier ministre Philip Davis à la fin de la 51e réunion ordinaire des chefs de gouvernement de la CARICOM - Bureau du Premier ministre
[22] Bahamas, France Diplomatie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (11 mai 2026). Bahamas - Présentation des Bahamas | France Diplomatie
[23] Déclaration du Premier ministre Philip Davis à la fin de la 51e réunion ordinaire des chefs de gouvernement de la CARICOM, Office of the Prime minister, Commonwealth of the Bahamas (7 juillet 2026). Déclaration du Premier ministre Philip Davis à la fin de la 51e réunion ordinaire des chefs de gouvernement de la CARICOM - Bureau du Premier ministre
[24] Relations des États-Unis avec les Bahamas, Bureau des Affaires de l'Hémisphère Occidental, US Department of State (10 juillet 2023). Relations des États-Unis avec les Bahamas - Département d'État des États-Unis
[25] Déclaration du Premier ministre Philip Davis à la fin de la 51e réunion ordinaire des chefs de gouvernement de la CARICOM, Office of the Prime minister, Commonwealth of the Bahamas (7 juillet 2026). Déclaration du Premier ministre Philip Davis à la fin de la 51e réunion ordinaire des chefs de gouvernement de la CARICOM - Bureau du Premier ministre

Sa situation géographique place ainsi les Bahamas au cœur des enjeux régionaux, tout en l'obligeant à renforcer sa souveraineté et son rôle dans la région.

7. POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DÉFENSE

En termes de politique étrangère, les Bahamas privilégient le multilatéralisme, la coopération régionale et la défense de leur souveraineté en tant que petit État insulaire. Ils sont membres de l'ONU, du Commonwealth, de la CARICOM et de l'Organisation des États Américains (OEA). Ils participent également au mouvement des non-alignés.

Leur principal force de défense est la *Royal Bahamas Defense Force* (RBDF), dont les missions principales sont la défense de l'intégrité territoriale, la surveillance des eaux nationales, la lutte contre les trafics, l'assistance lors des catastrophes et les opérations humanitaires. La police royale assure quant à elle la sécurité intérieure[26].

Les Bahamas entretiennent de très bonnes relations avec les États-Unis, malgré le refus de l'archipel d'accueillir des migrants expulsés des États-Unis en 2024. Washington reste le premier partenaire commercial, première source de touristes et principal investisseur pour les Bahamas[27]. Environ 32 000 bahaméens vivent sur le territoire américain en tant que résidents légaux, permettant une totale imbrication des deux territoires.

L'archipel bénéficie d'un soutien important de la part de Washington d'un point de vue sécuritaire : dès 1982, le pays a bénéficié d'un dispositif de coordination entre le Pentagone, la *Drug Enforcement Administration* (DEA) et les garde-côtes en matière de lutte contre les trafic pour l'OPBAT (*Operation Bahamas, Turks & Caicos*). Depuis mai 2010, la *Caribbean Basin Security Initiative* (CBSI) vient compléter ce dispositif, pourvoyant les forces bahaméennes en équipements et formations[28].

Les Bahamas sont membres de la CARICOM et de l'Association des États de la Caraïbe, et participent aux missions sans toutefois chercher à approfondir leur intégration au marché régional, le *Caribbean Single Market & Economy.*
Cependant, bien que les Bahamas ne participent pas au projet de marché commun de la CARICOM, ils sont tout de même signataires de l'Accord de Partenariat Économique entre l'Union Européenne et la CARICOM, signé à la Barbade le 15 octobre 2008)[29].

Les Bahamas entretiennent de bonnes relations avec la France, relations qui passent par un dialogue politique régulier, principalement dans un cadre régional et multilatéral. La proximité géographique avec les collectivités françaises et les intérêts communs en termes de sécurité maritime, de lutte contre les trafics illicites et la gestion des risques naturels et la protection de l'environnement renforcent également les échanges[30].

Le gouvernement bahaméen continue également de chercher à diversifier ses partenariats, comme en témoignent l'accord signé avec les Émirats arabes unis en 2022 pour promouvoir le tourisme entre les deux pays ou encore le partenariat conclu avec le Botswana en 2023, pour renforcer la coopération touristique et dans les services financiers[31]. L'archipel développe également ses relations économiques et diplomatiques avec la Chine, notamment dans les

[26] Who we are, Royal Bahamas Defense Force. About - Royal Bahamas Defence Force
[27] Bahamas : fiche pays et analyse économique, Coface. Bahamas : fiche pays, Analyse économique des risques | Coface
[28] Bahamas, France Diplomatie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (11 mai 2026). Bahamas - Présentation des Bahamas | France Diplomatie
[29] Bahamas, France Diplomatie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (11 mai 2026). Bahamas - Présentation des Bahamas | France Diplomatie
[30] Bahamas, France Diplomatie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (11 mai 2026). Bahamas - Présentation des Bahamas | France Diplomatie
[31] Bahamas : fiche pays et analyse économique, Coface. Bahamas : fiche pays, Analyse économique des risques | Coface

infrastructures, la santé, l'énergie solaire et la sécurité alimentaire. Les deux pays ont en effet renforcé leur dialogue économique et leur coopération en 2026, et Nassau a réaffirmé son adhésion au principe d'une seule Chine[32]. Ces initiatives ne permettent cependant pas de renverser le poids de la dépendance économique de l'archipel à l'égard des États-Unis.

La position stratégique des Bahamas lui confère un rôle essentiel dans l'océan Atlantique. Cependant, les moyens limités de défense et l'étendue de l'archipel rendent la coopération internationale indispensable. L'enjeu réside alors à conserver la souveraineté nationale, tout en prenant avantage des partenariats sécuritaires.

8. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Les Bahamas font preuve d'une grande vulnérabilité face au changement climatique. En tant qu'archipel au sein des Caraïbes, plusieurs risques sont à prendre en compte :

- Le premier est l'élévation du niveau de la mer, puisque l'altitude très faible de nombreuses îles de l'archipel expose les zones côtières aux inondations, à l'érosion et à la salinisation des nappes d'eau douce. Les réserves d'eau douce ainsi que les activités côtières sont ainsi directement menacées.
- L'intensification des risques cycloniques représente l'autre enjeu majeur. Le passage des ouragans tropicaux est de plus en plus régulier (Dorian en 2019, Maria et Irma en 2017, Matthew en 2016, Joaquin en 2015 et Irene en 2011), provoquant des destructions humaines, économiques et environnementales majeures. L'ouragan Dorian de 2019 a par exemple dévasté plusieurs îles, notamment Abaco et Grand Bahama. La Banque mondiale souligne de fait l'importance de renforcer la résilien des infrastructures et des littoraux[33].
- Un autre enjeu concerne la protection des écosystèmes marins, dont les récifs et la biodiversité en leur sein sont fortement dégradée par le réchauffement des océans et les tempêtes. Les récifs sont essentiels à la biodiversité marine, à la pêche et à la protection des côtes. En effet, il a été prouvé que les mangroves ayant résisté à l'ouragan Dorian ont contribué à la protection de certaines communautés côtières. Leur conservation fait donc désormais partie des solutions d'adaptation promues dans le pays[34].
- Finalement, la pollution liée aux activités humaines contribue largement à la dégradation des écosystèmes et des zones côtières. Les déchets issus des activités touristiques et les aménagements hôteliers et immobiliers sur le littoral représentent un facteur de fragilisation environnementale dans les Caraïbes identifié par la Banque mondiale[35]. La gestion des déchets constitue aussi un enjeu important pour l'archipel dont l'économie dépend fortement de la qualité de son environnement marin.

L'enjeu actuel pour les Bahamas est donc de renforcer la résilience de ses territoires en adaptant les infrastructures, les zones habitées et les activités économiques aux risques environnementaux. En tant que petit État insulaire, l'enjeu réside notamment dans la mobilisation des financements pour les mesures d'adaptation coûteuses. Il est en effet essentiel pour l'archipel de conserver son capital naturel puisque cela représente non seulement un objectif environnemental mais également économique.

[32] Discours de l'ambassadeur de Chine aux Bahamas, Yan Jiaronf, lors de la réception célébrant le 77e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine,ministère des Affaires Étrangères de la République populaire de Chine (4 octobre 2026). Allocution de l'ambassadeur de Chine aux Bahamas, Yan Jiarong, lors de la réception célébrant le 77e anniversaire de la fondation de la République populaire de China_Ministry des affaires étrangères de la République populaire de Chine

[33] Can we help nature bounce back? Realizing the benefits of nature-based solutions for climate resilience, Banque mondiale (11 novembre 2021). Can we help nature bounce back? Realizing the benefits of nature-based solutions for climate resilience

[34] Can we help nature bounce back? Realizing the benefits of nature-based solutions for climate resilience, Banque mondiale (11 novembre 2021). Can we help nature bounce back? Realizing the benefits of nature-based solutions for climate resilience

[35] 360° Resilience, A Guide to Prepare the Caribbean for a New Generation of Shocks, Banque mondiale. World Bank Document

9.POINTS DE VIGILANCE

Les Bahamas doivent faire attention à leur dépendance économique structurelle, du fait de la concentration de l'activité sur le tourisme et les services financiers qui les exposent aux fluctuations de la demande internationale. Le déficit commercial de biens, estimé à environ 4.3 milliards de dollars en 2024 souligne d'autant plus la faiblesse de la base productive nationale et la dépendance aux exportations. Le pays doit chercher à diversifier son économie afin de pallier les contraintes futures.

La vulnérabilité climatique du pays représente aussi un enjeu essentiel qui vient impacter directement l'économie bahamienne. Les catastrophes naturelles menacent directement les infrastructures, les populations côtières et les activités touristiques, et provoquent des pertes économiques importantes.

Washington constitue le premier partenaire commercial des Bahamas, leur principale source de touristes et un partenaire sécuritaire essentiel. Cette relation asymétrique expose l'archipel aux décisions américaines tout en soulevant des questions de souveraineté nationale. La diversification de partenaires mise en place doit être développée pour les années à venir.

Finalement, les pressions migratoires, la criminalité transnationale et le manque de transparence institutionnelle fragilisent grandement le pays. Le contrôle des frontières et la lutte contre le trafic de stupéfiants sont compliqués par la situation géographqiue de l'archipel, tandis qu'en parallèle, la crédibilité et la confiance du pays peuvent être mises à mal à cause de la corruption et du manque de transparence.

10. PERSPECTIVE D'ÉVOLUTION

En matière de croissance économique, la progression future dépendra de la capacité du secteur touristique à maintenir son dynamisme et aux investissements prévus dans les infrastructures afin d'améliorer la compétitivité du pays. Avec une croissance estimée à ralentir selon le FMI, la diversification économique se doit d'être concrétisée.

De plus, la résilience climatique se doit d'être renforcée afin de permettre au pays de conserver une prospérité relative. La mobilisation de financements internationaux sera déterminante pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation des infrastructures, de protections des littoraux et de meilleure gestion des déchets.

Le second mandat de Philip Davis permet de mettre en place une continuité politique favorable à la conduite de réformes et de poursuivre les politiques économiques et sociales engagées. La concrétisation des objectifs dépendra néanmoins de la capacité du gouvernement à répondre au coût de la vie, à la criminalité et aux exigences de transparence institutionnelle.

Finalement, les Bahamas devraient continuer à privilégier leur partenariat avec les États-Unis tout en développant leurs relations avec la Chine, l'Union Européenne et d'autres partenaires occidentaux. Cette diversification leur permettra d'augmenter leurs possibilités de financements et de coopération.

11. LECTURE STRATÉGIQUE FINALE

Les Bahamas occupent une position stratégique dans l'espace caribéen et atlantique en raison de leur proximité avec les États-Unis, de leur position au cœur de routes maritimes importantes et de leur rôle dans la surveillance des flux migratoires et la lutte contre les trafics transnationaux. Leur attractivité touristique et financière leur confère par ailleurs une place économique significative à l'échelle régionale.

Toutefois, leur puissance d'influence reste limitée par les contraintes propres à un petit État insulaire : dépendance aux capitaux et aux marchés extérieurs, faiblesse de la production nationale, moyens de défense limités et exposition élevée aux risques climatiques. Le partenariat avec les États-Unis constitue ainsi à la fois un atout économique et sécuritaire majeur et une source de dépendance stratégique.

La stratégie bahamienne repose dès lors sur une logique d'équilibre : préserver la relation privilégiée avec Washington, développer des partenariats complémentaires et s'appuyer sur les organisations multilatérales pour défendre les intérêts des petits États insulaires. La coopération régionale demeure particulièrement importante pour faire face à la crise haïtienne, aux trafics maritimes et aux conséquences du changement climatique.

À moyen terme, la capacité du pays à consolider sa résilience économique, institutionnelle et environnementale déterminera sa marge d'autonomie stratégique. La diversification de l'économie, l'amélioration de la transparence publique et la protection de sa biodiversité constituent donc des priorités interdépendantes. Sans avancées sur ces différents fronts, les Bahamas risquent de conserver un modèle économique attractif mais fragile, dont la stabilité dépend largement de facteurs extérieurs. À l'inverse, des investissements durables et une diversification progressive pourraient renforcer leur capacité à défendre leurs intérêts, à maintenir leur attractivité et à mieux absorber les crises.